

ROBERT MICHELS

LES PARTIS POLITIQUES

Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties

Traduit par le Docteur S. Jankelevitch

Préface de
René Rémond

FLAMMARION

CONSIDÉRATIONS FINALES

A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le plus grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné.

J.-J. Rousseau, *Contrat social*.

L'existence de chefs est un phénomène inhérent à toutes les formes de la vie sociale. La science n'a donc pas à rechercher si ce phénomène est un bien ou un mal ou plutôt l'un que l'autre. Mais il est en revanche d'un grand intérêt scientifique d'établir que tout système de chefs est incompatible avec les postulats les plus essentiels de la démocratie.

Nous savons maintenant que la loi de la nécessité historique de l'oligarchie se fonde en premier lieu sur une série de faits fournis par l'expérience. Comme toutes les autres lois scientifiques, celles de la sociologie découlent de l'observation empirique. Mais pour ôter à notre axiome son caractère essentiellement descriptif et lui donner cette vertu d'explication analytique qui seule transforme une formule en loi, il ne suffit pas de ramener à un point de vue unitaire les phénomènes pouvant être constatés empiriquement : il faut encore en rechercher les causes déterminantes. Tel est précisément le but de notre recherche.

Or, abstraction faite de la tendance des chefs à s'organiser et à se coaliser, abstraction faite aussi de leur reconnaissance par les masses immobiles et passives,

nous pouvons dire dans cette conclusion que la principale cause des phénomènes oligarchiques se manifestant au sein des partis démocratiques consiste dans ce fait que les chefs sont techniquement indispensables.

Le processus, qui a commencé grâce à la différenciation des fonctions du parti, est achevé à la faveur d'un ensemble de qualités que les chefs ont acquises du fait de leur détachement de la masse. Les chefs qui, au début, surgissent *spontanément* et n'exercent les fonctions de chef qu'à titre *accessoire* et *gratuit* deviennent chefs professionnels. Ce premier pas est bientôt suivi d'un second, les chefs professionnels ne tardant pas à devenir des chefs *stables* et *inamovibles*.

Le phénomène oligarchique qui se produit de la sorte trouve donc en partie une explication *psychologique*, c'est-à-dire qu'il découle des transformations psychiques que les différentes personnalités du parti subissent au cours de leur vie. Mais il s'explique aussi, et même en premier lieu, par ce qu'on pourrait appeler la *psychologie de l'organisation elle-même*, c'est-à-dire par les nécessités d'ordre tactique et technique qui découlent de la consolidation de tout agrégat politique discipliné.

Réduite à sa plus brève expression, la loi sociologique fondamentale qui régit inéluctablement les partis politiques (en donnant au mot « politiques » son sens le plus large) peut être formulée ainsi : l'organisation est la source d'où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui les délèguent. Qui dit organisation, dit oligarchie.

Toute organisation de parti représente une puissance oligarchique reposant sur une base démocratique. On trouve partout électeurs et élus. Mais on rencontre aussi partout un pouvoir presque illimité des élus sur les masses qui élisent. La structure oligarchique de l'édifice en étouffe le principe démocratique fondamental. *Ce qui est opprime ce qui devrait être*. Pour les masses, cette différence essentielle entre la réalité et l'idéal est encore un mystère.

Les socialistes croient souvent, et en toute sincérité, qu'une nouvelle élite d'hommes politiques tiendrait ses promesses mieux que la précédente. L'idée de la représentation des intérêts du peuple, idée à laquelle la grande majorité des démocrates, et plus

spécialement les grandes masses ouvrières des pays de langue allemande, se cramponnent avec tant de ténacité et de sincère confiance, est une illusion engendrée par un faux effet de lumière, par un effet de mirage.

Dans une des plus délicieuses pages de son analyse du moderne « don-quichottisme », Alphonse Daudet nous montre le « brav' commandant » Bravida, qui n'est jamais sorti de Tarascon, arriver peu à peu à se persuader, sous l'action du brûlant soleil du Midi, qu'il a été à Shanghai et qu'il y a eu toutes sortes d'aventures héroïques. Tel est à peu près le cas du prolétariat moderne : sous l'influence incessante qu'exercent sur lui des individus qui lui sont intellectuellement supérieurs et habiles parleurs, il finit par se persuader qu'il lui suffit d'accourir aux urnes et de confier sa cause économique et sociale à un délégué pour s'assurer aussitôt une participation directe au pouvoir.

La constitution d'oligarchies au sein des multiples formes de démocratie est un phénomène organique et par conséquent une tendance à laquelle succombe fatalement toute organisation, fût-elle socialiste ou même anarchiste. Haller avait déjà noté que, sous toute forme de convivance sociale, la nature crée d'elle-même des rapports de domination et de dépendance. La suprématie des chefs dans les partis démocratiques et révolutionnaires est un fait dont on doit tenir compte dans toute situation historique présente ou à venir, alors même que seuls quelques esprits d'élite en auront une conscience nette et précise.

La masse ne sera jamais souveraine que d'une façon abstraite. Aussi la question qui se pose n'est pas celle de savoir comment il est possible de réaliser une démocratie idéale. On doit plutôt se demander jusqu'à quel point et dans quelle mesure la démocratie est désirable, possible et réalisable à un moment donné.

Faisons remarquer à ce propos que la question de la désirabilité fait partie du domaine de la politique et de la *Weltanschauung* générale et dépasse pour cette raison les limites de cet ouvrage. Mais en posant les questions de la possibilité et de la réalisabilité dans des conditions données, on touche au problème fondamental de la politique considérée comme science.

Quiconque ne le comprend pas est, pour nous servir d'une expression de Sombart, ou assez aveugle et fanatique pour ne pas voir que le courant démocratique fait

tous les jours des progrès incontestables, ou assez dépourvu d'expérience et de discernement pour ne pas reconnaître que tout régime et toute civilisation portent nécessairement un cachet aristocratique.

La grande erreur des socialistes, erreur qui découle de leurs connaissances psychologiques insuffisantes, consiste à faire preuve, en même temps que d'un pessimisme parfois excessif relativement au présent, d'un optimisme trop rose et d'une confiance trop illimitée relativement à l'avenir.

La conception réaliste des conditions mentales des masses nous montre jusqu'à l'évidence que, même en admettant la possibilité d'une amélioration morale des hommes, les matériaux humains, dont les politiques et les philosophes ne peuvent faire abstraction dans leurs projets de reconstruction sociale, ne sont pas de nature à justifier un optimisme excessif. Dans les limites de temps accessibles aux prévisions humaines, celui-ci restera l'apanage exclusif des utopistes.

Les partis socialistes sont, comme les syndicats ouvriers des corps vivant de la vie sociale. Comme tels, ils réagissent avec la plus grande énergie contre toute tentative d'analyser leur structure et leur nature, comme s'il s'agissait de les soumettre à la vivisection. Lorsque la science aboutit à des résultats contraires à leur idéologie *a priori*, ils se révoltent contre elle de toutes leurs forces. Mais leur défense est d'une faiblesse excessive.

Ceux des représentants de ces organisations que leur sérieux scientifique et leur loyauté personnelle empêchent de nier absolument les tendances oligarchiques des démocraties cherchent à les expliquer par une sorte d'atavisme dont les masses n'auraient pas encore réussi à se débarrasser.

Les masses, disent-ils, seraient encore infectées du virus oligarchique parce qu'elles ont été opprimées par de longs siècles d'esclavage et n'ont jamais joui d'une existence autonome. Le régime socialiste aura vite fait de leur rendre la santé et de leur donner toutes les aptitudes dont elles ont besoin pour se gouverner elles-mêmes.

Rien de plus antiscientifique que la supposition que, lorsque les socialistes auront pris possession des pouvoirs publics, il suffira que les masses exercent un léger contrôle pour faire coïncider les intérêts des chefs avec ceux de la collectivité. On ne peut lui comparer que

cette autre supposition, aussi antiscientifique qu'anumaxiste, de Jules Guesde (lequel se dit pourtant marxiste), à savoir que, de même que le christianisme a fait de Dieu un homme, le socialisme fera de l'homme un Dieu.

L'immaturation objective des masses n'est pas seulement un phénomène transitoire, qui disparaîtra avec les progrès de la démocratisation, *au lendemain du socialisme*. Elle est, au contraire, dans la nature même de la masse, en tant que masse, qui, même organisée, est affligée d'une incompétence incurable à résoudre tous les problèmes variés qui se présentent, et cela parce que la masse en elle-même est amorphe et a besoin de division du travail, de spécialisation et de direction. « L'espèce humaine veut être gouvernée, elle le sera. J'ai honte de mon espèce », écrivait Proudhon de sa prison en 1830. L'homme individuel est par sa nature voué à être guidé, et à l'être d'autant plus que les fonctions de la vie se divisent et se subdivisent davantage. Et cela est encore plus vrai du groupe social.

Mais ce serait commettre une grande erreur que de tirer de toutes ces constatations et convictions scientifiques la conclusion qu'il faut renoncer à toute recherche sur les limites des puissances oligarchiques (État, classe dominante, parti, etc.) qui se superposent à l'individu. Et ce serait commettre une erreur non moindre que d'en conclure qu'il faut renoncer à l'entreprise désespérée de trouver un ordre social rendant possible la réalisation complète du concept de souveraineté populaire.

En écrivant ce livre, nous n'avons nullement l'intention (et nous l'avons dit dès le commencement) d'indiquer des voies nouvelles.

Il nous a seulement paru nécessaire de faire ressortir la solution *pessimiste* que l'histoire nous offre de ce problème ; et nous avons voulu rechercher si, et dans quelles limites, la démocratie est un idéal qui n'aura jamais pour l'histoire humaine d'autre valeur que celle d'un critère moral permettant d'apprécier dans ses oscillations et nuances les plus légères le degré d'oligarchie immanente à tout régime social ; en d'autres termes si, et dans quelle mesure, la démocratie est un idéal que nous ne pouvons pas nous attendre à voir traduit dans la réalité.

Notre intention était aussi de démolir quelques-unes

des faciles et superficielles illusions démocratiques qui troublent la science et induisent les masses en erreur. Et nous avons voulu enfin mettre en lumière quelques tendances sociologiques qui s'opposent au règne de la démocratie et, dans une mesure plus grande encore, à celui du socialisme.

Nous n'entendons pas nier, toutefois, que tout mouvement ouvrier révolutionnaire, et animé d'un sincère esprit démocratique, ne soit à même de contribuer à l'affaiblissement des tendances oligarchiques. Le paysan de la fable confie à ses enfants, sur son lit de mort, qu'un trésor est enfoui dans son champ; le vieux mort, les fils se mettent à remuer avec acharnement la terre. Pas de trésor, bien entendu. Mais ils réussissent, à force de travail inlassable, à acquérir une certaine aisance.

Le trésor de la fable peut très bien symboliser la démocratie.

La démocratie est, elle aussi, un trésor que personne ne pourra jamais mettre à jour. Mais en poursuivant les recherches et en fouillant infatigablement pour trouver l'introuvable, on n'en accomplira pas moins un travail profitable et fécond pour la démocratie.

Nous avons vu, il est vrai, au sein du parti démocratique ouvrier, naître les tendances qu'il était appelé à combattre.

Nous avons vu aussi, grâce à la diversité et à l'inégale valeur des éléments qui composent ce parti, les tendances en question aboutir souvent à des manifestations qui frisent la tyrannie.

Et nous avons pu constater qu'en opposant au légitimisme traditionnel des autorités au pouvoir un bonapartisme brutalement plébiscitaire de parvenus, ces tendances n'en acquéraient aucune supériorité morale ni esthétique.

Quant aux moyens imaginés pour prévenir l'oligarchie, l'histoire en a amplement démontré l'impuissance et l'inefficacité. Toutes les fois qu'on veut s'opposer par des lois à la domination des chefs, ce ne sont pas les chefs, mais les lois, qui finissent par plier et céder.

Mais le principe de la démocratie ne renfermerait-il pas lui-même, sinon le remède, le palliatif de la maladie oligarchique? Lorsque Victor Considérant eut for-

mulé son socialisme « démocratico-pacifiste », il déclara que ce socialisme signifiait, non la domination de la société par les classes inférieures du peuple, mais le gouvernement et l'organisation de la société, dans l'intérêt de tous, par l'intermédiaire d'un groupe de citoyens ; « mais l'importance numérique de ce groupe, ajoutait-il, doit augmenter avec le degré de développement social ».

Cette dernière remarque met en relief un point d'une importance capitale. Le propre de la démocratie en général, de celle du mouvement ouvrier en particulier, est en effet de fortifier et d'exciter chez l'individu l'aptitude intellectuelle à la critique et au contrôle.

Nous savons déjà à quel point la bureaucratisation progressive des organismes démocratiques neutralise les effets bienfaisants de cette aptitude. Mais il n'en reste pas moins qu'en vertu même des postulats théoriques qu'il proclame et défend, le mouvement ouvrier suscite souvent, à l'encontre de ses chefs, un certain nombre d'hommes libres qui, soit par principe, soit par instinct, veulent reviser la base sur laquelle s'appuie l'autorité. Poussés par leurs convictions ou par leur tempérament, ils ne se lassent pas de répéter l'éternelle question du *pourquoi* ultime de toutes les institutions humaines.

Or, cette prédisposition à la libre recherche, qui est un des plus précieux facteurs de civilisation, augmentera à mesure que s'amélioreront et deviendront plus sûres les conditions économiques des masses, et que celles-ci seront admises à jouir, dans une plus grande mesure, des bienfaits de la civilisation.

Une instruction plus étendue implique une capacité de contrôle plus grande.

Ne constate-t-on pas, même de nos jours, que chez les riches l'autorité du chef sur ses camarades, tout en étant parfois très grande, n'est jamais aussi illimitée que dans les classes pauvres ?

Pris en masse, les pauvres se trouvent complètement impuissants et désarmés en face de leur chef, leur infériorité intellectuelle ne leur permettant pas de se rendre un compte exact de la direction qu'il suit, ni d'estimer à l'avance la portée de ses actions.

C'est donc à la pédagogie sociale qu'incombe la grande mission d'élever le niveau des masses, afin de les mettre à même de s'opposer, dans les limites du possible, aux tendances oligarchiques qui les menacent.

Nous basant sur l'incompétence foncière des masses, nous sommes donc obligés de reconnaître l'existence de deux lois régulatrices :

1° La tendance *idéologique* de la démocratie à la critique et au contrôle;

2° La contre-tendance *effective* de la démocratie à la création de partis de plus en plus complexes et différenciés, c'est-à-dire de partis de plus en plus fondés sur la compétence d'une minorité.

Toute analyse plus ou moins approfondie des formes sous lesquelles se présente de nos jours la démocratie, est, pour l'idéaliste, une source d'amères déceptions et de triste découragement.

Ceux-là seulement sont peut-être à même de prononcer sur la démocratie un jugement équitable qui, sans tomber dans un sentimentalisme de dilettante, reconnaissent ce qu'il y a de relatif dans tout idéal scientifique et humain. Si l'on veut juger la démocratie, il ne faut en mesurer la valeur idéale que d'après un *tertium comparationis* : l'aristocratie pure.

Les défauts inhérents à la démocratie ne sont malheureusement que trop certains. Il n'en est pas moins vrai que, considérée comme une forme de la vie sociale, elle constitue encore le moindre mal. L'idéal absolu serait une aristocratie d'hommes moralement bons et techniquement capables. Mais où trouver cette aristocratie? On la trouvera quelquefois, très rarement, comme le produit d'une sélection; mais jamais là où règne le principe de l'hérédité. Aussi la monarchie pure doit-elle être considérée comme l'imperfectibilité incarnée, comme le mal le plus incurable; au point de vue moral, elle est inférieure à la dictature démagogique même la plus révoltante, dont l'organisme corrompu abrite du moins un principe sain qui permet d'en espérer la guérison.

On peut donc dire que plus l'humanité sera consciente des avantages qu'une démocratie, même imparfaite, présente sur une aristocratie, même fonctionnant relativement bien, et moins il sera probable que la reconnaissance des défauts de la démocratie provoque un retour à l'aristocratie.

Certes, l'aristocratie possède des qualités qui ne s'acquièrent que par l'éducation et que la démocratie aurait tort de négliger, de fausser, de déformer ou de pousser au paradoxe. Mais abstraction faite de ces qualités exquises de savoir-faire et de savoir-vivre,

on peut dire que la démocratie souffre précisément de son impuissance à se défaire de ses scories aristocratiques. C'est de là que découlent tous ces dangers dont nous avons parlé et que seul un examen courageux et impartial pourra, sinon supprimer complètement, du moins diminuer dans une certaine mesure.

Les courants démocratiques qu'on constate dans l'histoire ressemblent à des ondes qui se suivent. Ils se brisent tous contre le même écueil. Et à tout instant il s'en produit de nouveaux. C'est un spectacle à la fois réconfortant et attristant.

Dès qu'elles ont atteint un certain degré de développement et de puissance, les démocraties commencent à se transformer peu à peu, en adoptant l'esprit et souvent aussi les formes de l'aristocratie, qu'elles avaient auparavant si âprement combattues. Mais contre la traîtresse se dressent sans cesse de nouveaux accusateurs qui, après une ère de combats glorieux et de pouvoir sans honneur, finissent par se mêler à la vieille classe dominante, cédant la place à des opposants nouveaux qui, à leur tour, les attaquent au nom de la démocratie. Et ce jeu cruel ne prendra probablement jamais fin.

Paru dans la collection « Références » :

ARON R.
Introduction à la philosophie
politique

AVERY C.
La Sculpture florentine de la
Renaissance

BLUCHE F.
L'Ancien Régime

BRAUDEL F.
La Méditerranée et le Monde
méditerranéen à l'époque de
Philippe II (3 vol.)

Civilisation matérielle, Éco-
nomie et Capitalisme
XV^e-XVIII^e siècle (3 vol.)

BREDIN J.-D.
Bernard Lazare, le premier
des dreyfusards

BRUNET P.
La Naissance de la littérature
dans la Grèce ancienne

CAHM É.
L'Affaire Dreyfus

CHARLOT J.
La Politique en France

CORIAT B. et WEINSTEIN O.
Les Nouvelles Théories
de l'entreprise

DELUMEAU J.
L'Aveu et le Pardon

DEMONT P. et LEBEAU A.
Introduction au théâtre grec
antique

DUBY G. et MANDROU R.
Histoire de la civilisation
française (2 vol.)

DUCOS M.
Rome et le droit

FAVIER J.
~~Les Grandes Découvertes~~

FERMIGIER A.
Picasso

GOUBERT P.
Mazarin

GRIMAL N.
Histoire de l'Égypte ancienne

GRIMAL P.
L'Empire romain

HAZARD P.
La Crise de la conscience
européenne 1680-1715

HISTOIRE DE LA FAMILLE :

1. Mondes lointains
2. Temps médiévaux
Orient/Occident
3. Le Choc des modernités,
par A. BURGUIÈRE,
C. KLAPISCH-ZUBER,
M. SEGALIN et F. ZONABEND

HISTOIRE DE FRANCE :

1. Les Origines, par
K.F. WERNER
2. Le Temps des principautés,
par J. FAVIER
3. La France moderne, par
J. MEYER
4. Les Révolutions, par
J. TULARD
5. La France des patriotes,
par F. CARON
6. Notre siècle de 1918 à
1991, par R. RÉMOND

HISTOIRE DE LA PENSÉE :

1. Antiquité et Moyen Âge,
par L. JERPHAGNON
2. Renaissance
et siècle des Lumières,
par J.-L. DUMAS
3. Temps modernes,
par J.-L. DUMAS